

Bulletin de débat

Préparatoire à la Conférence Nationale
des 13 et 14 novembre 2021



N° 1 – 21 octobre 2021

1 - Contribution du Courant Autogestion et Émancipation sur la consultation d'Ensemble !

30 Septembre 2021

Nous refusons toute précipitation dans les choix à opérer pour les élections présidentielles de 2022, à la fois parce que le paysage n'est pas stabilisé et parce que les recherches de candidature commune se réclamant de la gauche et de l'écologie, dans le cadre d'une démarche citoyenne et de la mise en place d'assemblées citoyennes populaires, sont toujours en cours ;

Nous réaffirmons la nécessité d'une dénonciation radicale de la présidentialisation du régime, source de toutes les dérives autoritaires et de la personnalisation extrême de la vie politique, et l'exigence de manière générale et principielle d'une démarche alternative et citoyenne mettant en actes, à l'occasion du scrutin présidentiel et législatif de 2022, une autre pratique de la politique ;

Nous exprimons notre accord avec les recherches allant dans le sens d'une telle démarche et de candidatures unitaires de la gauche et de l'écologie aux présidentielles comme aux législatives, si elles s'appuient sur une telle démarche ;

Nous refusons de considérer comme allant de soi notre proximité avec la candidature de Mélenchon, sachant la responsabilité forte qui est la sienne dans la division à gauche, le caractère autoproclamé de sa candidature exactement dans l'esprit de la présidentialisation du régime, les positions qui sont les siennes sur le plan international en soutien de la puissance impérialiste et coloniale de la France ;

Nous prenons date dès aujourd'hui en souhaitant l'ouverture d'un futur débat, en cas d'échec des recherches unitaires et citoyennes sur le scrutin présidentiel -ces recherches devant, d'ici-là, être menées à leur terme-, sur ce qu'il conviendrait alors de prendre comme position, avec plusieurs options possibles pour Ensemble!, y compris celle du boycott de ce scrutin emblématique du refus des institutions de la V^e république.

Pour le courant Autogestion Émancipation d'Ensemble! :

Bernadette Bouchard (06) - Florence Ciaravola (06) - Collette Corfmat (75) - Bruno Della Sudda (06) - Michael Fishelson (07) - Pierre Gayral (93) - Bénédicte Goussault (95) - Corinne Le Fustec (22) - Gérard Laplace (13) - Sylvie Larue (35) - Etienne Miossec (22) - Michèle Moreau (07) - André Pacco (89) - Pierre Zarka (71)

Contact avec le courant : ensemble-autogestion-emancipation@mailo.com

2 - POUR UNE CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE SOCIALE ET ECOLOGIQUE A LA PRESIDENTIELLE DE 2022

Pendant le premier confinement, des responsables d'Ensemble ! ont participé, voire initié des boucles unitaires. Des membres d'Ensemble ! parmi les plus connus-es ont lancé des appels à l'unité pour les régionales. Depuis plus d'un an de nombreux-es militants-es d'Ensemble ! ont participé, milité, impulsé « 2022 vraiment en commun », des collectifs locaux ont été créés par des membres d'Ensemble ! et ont pris de nombreuses initiatives.

Ensemble ! depuis le « Big Bang » a tendu une grande partie de ses forces dans la construction d'un pôle unitaire débouchant, entre autres, sur un programme et une candidature unique de la gauche sociale et écologique à la présidentielle de 2022.

Nous ne pouvons, aujourd'hui, renier toute cette politique, cette démarche, toute cette activité, en appelant à voter pour quelque candidat-e autoproclamé-e.

C'est pourquoi nous souhaitons qu'Ensemble ! continue dans cette voie de recherche d'une candidature unique autour d'un programme élaboré en commun.

Comité Continuons Ensemble ! Marseille, 2 octobre 2021

3 - Explications à propos de la motion 2

Nous avons décidé de présenter en commun la motion 2, *Rassembler pour les échéances électorales de 2022*. En effet, suite à une première circulation des projets de motions et de contributions dans l'EAN, avant envoi pour la consultation, il est apparu que des propositions un peu différentes pouvaient se rejoindre

Notre accord s'est fait sur la nécessité impérieuse d'agir pour le rassemblement à gauche et écologiste en rupture avec le social-libéralisme et le productivisme. Ceci, dans le cadre d'un processus citoyen. C'est sur cette base que nous souhaitons rassembler le plus largement notre mouvement.

Bernard Allain (13) - Janie Arnéguy (30) - Laurence Boffet (69) - Bernadette Bouchard (06) - Annie Chicot (76) - Florence Ciaravola (06) - Collette Corfmat (75) - Bruno Della Sudda (06) - Michelle Ernis (76) - Michael Fishelson (07) - Pierre Gayral (93) - Marie-Claude Herboux (14) - Robert Hirsch (44) - Gérard Laplace (13) - Corinne Le Fustec (22) - Jean-Claude Mamet (94) - Jeremy Martinez (69) - Roland Mérieux (75) - Henri Merme (75) - Etienne Miossec (22) - Michèle Moreau (07) - Jean-François Pélissier (75)

4 – Contribution

Jean-Jacques Boislroussie

Après lecture des 4 motions proposées au vote des adhérentEs en novembre, contribution au débat. Et esquisse d'orientation pour une prochaine échéance si la prise de décision est reportée.

1/ l'issue de la séquence électorale de 2022 reste encore incertaine. La société est traversée de tensions et aspirations contradictoires, le poison raciste et anti-musulman comme le refus des inégalités et la conscience de l'enjeu climatique. Le camp bourgeois ne s'y trompe pas : en témoignent ses hésitations sur l'issue à la crise sanitaire entre une stratégie du choc pour imposer de nouvelles régressions sociales, des mesures néo-keynesiennes, déjà prévues ou mises en œuvre dans plusieurs pays, ou une combinaison des deux. L'évolution vers un capitalisme autoritaire est, en tout état de cause, inquiétante.

2/ La droite, l'extrême-droite, la gauche sont, à ce stade, divisées. Une dynamique autour d'unE candidatE soutenuE par LR reste un danger majeur pour Macron . Ce n'est pas l'hypothèse la plus probable, mais le camp bourgeois est traversé de contradictions. La gauche reste électoralement très faible, l'effondrement du PS est un facteur majeur de cette faiblesse.

3/ La remontée des forces de gauche en 2022 nécessiterait, pour simplifier, la reconquête au centre-gauche d'une partie de l'ancien socle électoral macronien et/ou le réengagement électoral à gauche de larges secteurs de la jeunesse et des classes populaires.

4/ La pluralité des candidatures à gauche reflète à la fois des logiques partidaires étroites, et de vraies divergences qui, en bonne logique, auraient pu aboutir à deux candidatures majeures, celle d'une gauche et d'une écologie radicales et celle d'un centre-gauche social-écolo. Tel n'est pas le cas, mais des regroupements partiels restent encore possibles au sein de ces deux espaces politiques, d'autant que certaines candidatures peuvent ne pas aboutir faute d'obtenir 500 parrainages d'élus.

5/ Les démarches unitaires engagées à partir de plusieurs appels ne sont pas en mesure de déboucher sur une candidature unique à gauche à La Présidentielle pour des raisons politiques de fond. Mais si elles n'ont pas engagé de dynamiques larges elles tissent des liens précieux entre divers secteurs militants.

6/ Les responsabilités de la division sont partagées. La direction de la FI en porte sa large part en raison de la place un temps centrale qu'elle a tenue dans le champ de gauche.

La France Insoumise, cadre large dont la capacité d'action dépasse largement à l'évidence celle d'Ensemble !, n'a pas fait la preuve de sa pertinence comme matrice d'une force politique pour l'émancipation, entre incapacité à contribuer à une alliance large et incantations à la construction de formes politiques verticales, essentiellement à vocation électorale, inaptés au débat politique interne.

7/ La bataille pour l'unité autour d'une plate-forme large écolo, sociale, autogestionnaire, féministe, anti-raciste, garde sa pertinence pour l'échéance des législatives et les combats à venir, mais ne peut pas nous conduire à enjamber l'échéance Présidentielle.

8/ La candidature de Jean-Luc Melenchon se heurte à des obstacles importants.

La diversité des candidatures à gauche, la grande difficulté à entraîner à court terme des secteurs populaires tentés par l'extrême-droite en raison de la polarisation identitaire. Des interrogations

demeurent sur l'image du candidat, et ne réduisent pas à des pudeurs "petites bourgeoises", et sur le risque, faute de vraie démarche collective, de voir ressurgir les errements "dégagistes";

9/ Les prises de position de Melenchon face aux pressions racistes et sécuritaires sont en revanche à porter à son crédit, sa candidature porte un programme proche de nos orientations et elle s'inscrit à juste titre dans la perspective d'une remobilisation populaire à gauche.

10/ Le vote Melenchon peut rassembler l'essentiel de la gauche de gauche. Pour autant Ensemble ! ne peut s'en tenir à l'alignement a-critique auquel conduirait l'intégration pure et simple à l'union populaire.

11/ Il est possible de construire une orientation largement partagée au sein d'Ensemble ! autour de 3 axes

- appel à voter Melenchon
- indépendance de proposition et d'action d'Ensemble !
- poursuite de la bataille pour des candidatures unitaires larges aux législatives, sur la base d'une plate-forme qui vise à rassembler, du secteur ouvert du NPA aux secteurs de gauche d'EELV en passant, évidemment, par le PCF, Ensemble ! et la FI. Démarche s'appuyant sur des constructions unitaires "par en bas" et en lien avec les mobilisations (et sans aucun doute rendues difficiles par le moment électoral)

Les divisions au sein de notre organisation rendent la construction d'une orientation clairement majoritaire incertaine. Il y faut une volonté collective, donc la capacité à rompre les rangs des courants préexistants ou en cours de cristallisation.

La prise de décision ne pourra être encore longtemps différée : qu'elle intervienne en novembre ou quelques semaines plus tard, le temps que les démarches en vue d'une candidature unitaire touchent à leur terme, n'est pas décisif.

Mais que le mouvement ne se positionne pas in fine serait une erreur.

Jean-Jacques Boislaroussie

5 - Une clarification nécessaire...

Roland Mérieux et Francis Sitel

Ensemble engage une consultation. Mais quelle portée lui donnons-nous ?

S'agit-il de mimer les procédures habituelles des organisations politiques à la veille d'élections importantes (congrès, primaires, ouvertes ou non, convention...) ? En plus modeste bien sûr !

Si nous n'y prenons garde nous risquons de nous fourvoyer...

En fait la question à laquelle répondre est celle du soutien ou non à la candidature de Mélenchon.

Ensemble insoumis étant partie prenante de LFI, il est compréhensible qu'un tel soutien s'impose à cette sensibilité comme une obligation. Celui-ci devient problématique pour qui n'est pas dans cette situation.

Du coup le risque est de s'enfermer dans un jeu de reproches mutuels. Les uns soulignant que le refus de soutenir Mélenchon au nom de la recherche du rassemblement est une impasse, puisque l'unité ne pourra se concrétiser. Les autres interrogeant le bien fondé d'une association à LFI qui empêche, dès lors qu'en 2022 on n'est plus en 2017, d'interroger un choix discutable.

Mieux vaut admettre que s'imposent à Ensemble des options différentes pour les échéances de 2022, lesquelles prolongent la situation qu'on connaît depuis 2017. C'est-à-dire une division interne qui hypothèque l'efficacité du mouvement, mais dont l'acceptation est la condition du maintien de ce cadre commun.

Cela ne veut pas dire ne pas débattre, ni même chercher à se convaincre. Mais doit inviter à écarter toute tentation d'exercer un *forcing*.

La consultation permettra d'avoir une photographie des opinions au sein du mouvement. Elle ne peut permettre de dégager une position qui par une majorité qualifiée s'imposerait comme étant celle du mouvement en tant que tel, et à ce titre devant être respectée par tous ses membres.

Nul ne demandera aux camarades qui sont engagés dans la campagne Mélenchon, ou qui ont le projet de s'y engager, de faire marche arrière. Nul ne peut prétendre que s'imposera à tous les membres l'affirmation que leur mouvement soutient la campagne de Mélenchon (ne laissant d'autre possibilité que de ne pas se plier à cette décision... à titre individuel).

Il convient d'assumer qu'un consensus existe pour accepter cette réalité présente.

Un éventuel écart par rapport à ce consensus pourrait provoquer l'irréparable. Ce pourrait être la tentation d'arracher une majorité qualifiée par des argumentations jouant sur l'intimidation, voire de susciter des votes ayant pour motivation, non l'attachement au mouvement, mais la volonté de peser sur le résultat de la consultation (comme cela se pratique dans le cadre des primaires de certains partis).

Cette clarification doit être faite si l'on veut que le débat entre nous soit mené avec sérieux. Au-delà des votes pour la consultation il doit nous aider à mieux nous armer pour relever les défis de la situation.

Roland Mérieux (75), - Francis Sitel (75)

6 - Les non-dits et nos choix politiques pour 2022

Samy Johsua

Que les choses soient compliquées pour notre camp, voilà une constatation qui peut facilement être partagée. La résolution proposée par Ensemble Insoumis ne le cache pas, mais avance des choix sans sous-entendus. Il n'en est pas de même, et c'est regrettable, pour les 3 autres propositions.

Une de celle-ci nous propose un appel « au boycott ». Ce n'est pas une surprise, mais quand même, l'étonnement est de mise. Le pays est traversé par la menace d'extrême-droite, et s'est déjà quoi qu'il en soit engagé dans une extrême droitisation et on les laisserait triompher dans les urnes ? Mais qu'on se rassure, il nous est expliqué « nous devons nous appuyer sur le « déjà là », par exemple la part de refus exprimée par les abstentions, les votes blancs ou nuls comme point d'appui pour avancer progressivement sur des formes alternatives de vie politique ». Voilà le non-dit, pourtant capital : les abstentionnistes sont (potentiellement certes, mais avec certitude) la crème de notre camp. On les voit peut-être en masse dans les luttes contre les contre réformes libérales ? Contre les lois racistes ? Et si les Gilets Jaunes n'ont donné aucune descendance, qu'importe, ce « déjà là » est à nous, une base pour une alternative au système. Une preuve (ou même un quart de preuve) dans la vie réelle serait trop demander ?

Un deuxième texte se place de bout en bout en défense de la survie « de la gauche et de l'écologie ». Cette formule est reprise plusieurs fois. Certes on explique que la raison principale de son état de faiblesse tient aux politiques sociales-libérales. Mais (c'est le non-dit) si on comprend bien, tout ceci est du passé. D'ailleurs on précise « Chez les sympathisant.es de gauche et écologistes, le désir d'unité est puissant ». Et « Les élections de 2020-2021 ont montré un désir de gauche et d'écologie ». Comme le prouvent Delga et Hidalgo tous les jours, n'est-il pas ? Tout comme Jadot, soutenu par le ban et l'arrière ban des mêmes Maires portés par « ce désir de gauche et d'écologie ». Sur la Primaire Populaire proprement dite, j'y reviens ci-dessous. Mais alors que la gauche radicale est balayée dans tant de pays d'Europe (l'Italie, ça fait un moment, voilà que Die Linke s'effondre...) dans cette résolution la nécessité de son maintien et de son renforcement, y compris (au moins dans un premier tour) *contre* certaines parties de « la gauche et de l'écologie » disparaît comme préoccupation.

Ou alors (j'en viens à la motion du 64) c'est qu'on estime que « la poussée citoyenne » pourrait emporter le morceau sur une base acceptable par nous, par exemple le relevé de « plus jamais ça ». Mettons de côté l'argument facile de l'irréalisme de la chose, vu qu'il n'y a pas l'ombre de l'existence des « collectifs citoyens » qui seraient dédiés à la tâche. Après tout, des batailles perdues d'avance nous en avons déjà menées et nous en mèneront d'autres. Sur le fond politique, oui, s'il y avait moyen, ce serait plus « qu'acceptable » comme base compte tenu de la situation générale. C'est d'ailleurs pourquoi la résolution de EI la propose en vue d'un accord pour des Législatives. Mais, par définition et en toute honnêteté, si nous nous engageons dans une Primaire, c'est à condition d'en accepter le résultat. Et non nous ne pouvons en aucun cas aller derrière Jadot, Hidalgo, ou Montebourg. Ce non-dit du texte du 64, , comme de la résolution 2, est assourdissant. Parce que, dans l'esprit des camarades (et ils ne sont pas les seul-e-s) un tel résultat est exclu. Mais alors il s'agit d'une Primaire entre qui ? En quoi ça résout la question « de la gauche et de l'écologie » comme dit le second texte, surtout après l'échec de Rousseau et de Piolle, et leur ralliement à l'équipe de campagne de Jadot ? En quoi, sinon (si ça marchait) d'adouber un-e un candidat-e

supplémentaire en sus de ceux-là et de Mélenchon ? Regardons la liste en piste : Pierre Larroutou ou l'adjointe à la maire socialiste de Rennes, Charlotte Marchandise ça aidera vraiment ?

On peut sans difficulté soutenir la légitimité de la préoccupation largement répandue : faire obstacle à la menace fasciste, à la droite (macroniste ou pas), par une candidature de large rassemblement sur la base du minimum de ruptures indispensables. Mais ceci exclue de la réflexion déjà trois candidatures majeures non ? On l'affirme ou pas ? Le même type de rassemblement souhaité sur ces bases de rupture, qui ne peut plus être gagné pour la Présidentielle (encore qu'il faille se battre pour que la campagne de JLM soit la plus rassembleuse possible) pourrait, peut-être, l'être pour les Législatives. A la condition déjà de participer au scrutin ! Et d'y faire apparaître une gauche radicale la plus haute possible. Donc avec JLM, quoi d'autre ?

Samy Joshua

7 - Participer à la campagne Mélenchon, voie d'avenir ?

Les camarades d'Ensemble Insoumis, au nom du souci, que nous partageons, selon lequel « *Ensemble ne peut pas rester spectateur* », proposent que nous nous impliquions dans la campagne déjà largement engagée de Jean-Luc Mélenchon.

Il ne s'agit plus comme en 2017 de considérer que la France insoumise porterait l'espoir du dépassement de la crise de la gauche. Mais plus modestement de prendre acte de ce qui serait un échec avéré de la recherche d'une candidature de rassemblement de la gauche et des écologistes, jugée « *souhaitable* », et en effet seule à même d'éviter que la présidentielle se réduise à un choix entre droite et extrême droite. Et dès lors de travailler à un « *résultat significatif* » pour le représentant de la gauche radicale. Ce qui conduit les camarades à soumettre au vote la proposition de participer à la campagne de Mélenchon.

C'est confondre deux questions.

Faudra-t-il, lorsque le paysage de la présidentielle se sera clarifié, appeler à voter pour un candidat qui défendra des positions plus proches des nôtres que les autres candidats ? Sans doute. Est-ce que ce sera Mélenchon ? Peut-être. Mais il faudra le faire au moment voulu, en toute indépendance. Décider, maintenant, de soutenir et participer à la campagne de Mélenchon, c'est autre chose. Cela voudrait dire se reconnaître dans cette campagne, sans que ce soit un soutien en toute indépendance.

Or, celle-ci est la condition de notre efficacité. En particulier pour répondre aux préoccupations évoquées par les camarades et que nous partageons : un « *résultat significatif* » pour l'élection, et surtout travailler à l'unité pour les législatives et au-delà à des avancées sur le terrain des recompositions politiques.

Quels enjeux pour 2022 ?

Adopter comme politique le ralliement à la campagne de Mélenchon ne permet pas de répondre aux enjeux de la situation. Face à l'ampleur des problèmes, il convient d'agir pour une mobilisation citoyenne et unitaire. Non pas pour la victoire d'une prétendue gauche radicale sur les autres tendances de la gauche et de l'écologie. Réponse symétrique à celle des écologistes et du PS, qui ont également pour but d'arriver en tête des battus de gauche.

L'extrême droite n'a jamais été aussi forte électoralement. Le total Le Pen - Zemmour du dernier sondage atteint 31%. La perspective d'un deuxième tour où l'extrême droite pourrait profiter de la colère populaire contre Macron est, de ce fait, très inquiétante. Sa victoire est possible, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'enjeu, pour la gauche et l'écologie, est de ne pas laisser à l'extrême droite l'opposition à la politique gouvernementale, dont on a vu l'activité ces derniers mois. Pour proposer une offre politique qui rompe radicalement avec ce que furent les politiques social-libérales et ne pas « *rester spectateur* », il nous faut participer aux initiatives citoyennes, qui sont en cours, qu'elles prennent la forme de 2022 Vraiment en commun ou de la Primaire populaire, ce qui n'exclut, plus tard, pas un appel au vote. En effet, la division actuelle hypothèque l'avenir de la gauche, y compris lors des législatives. Préparer le rassemblement aux législatives, c'est d'abord agir pour une candidature commune aux présidentielles. Les deux objectifs sont indissociables.

Quelle campagne avec l'Union Populaire ?

Conscients des difficultés liées à leur proposition, les camarades s'appuient sur un argument fort (en apparence) qui serait notre proximité avec le programme *L'avenir en commun* revisité. Si celle-ci peut justifier un appel au vote, une participation valant accord politique suppose d'autres éléments programmatiques et une pratique politique. Or celle de Jean-Luc Mélenchon pose souvent problème, comme ses positions à propos des manifestations de l'été dernier sur le pass et les vaccins. D'autre part, comment imaginer « *s'impliquer de façon émancipée mais active dans cette campagne* » alors que cela n'a pas été possible avec la campagne LFI en 2017. Cela pourrait-il advenir miraculeusement avec le même candidat et l'Union Populaire, encore plus « gazeuse » que la France Insoumise ?

Choisir la voie du rassemblement

Nous sommes nombreux dans ENSEMBLE ! à refuser la stratégie d'un leadership autour d'une personnalité qui synthétiserait la réponse à la situation politique. Des textes issus de toutes les sensibilités de notre mouvement (y compris Ensemble Insoumis) l'ont dit dès l'échec des européennes de 2019. C'est d'ailleurs pour cela que le Big Bang a été lancé : pluraliste et associant le « politique » avec l'expérience *politique* venant des luttes sociales et citoyennes, c'était le bon chemin.

La motion que nous soumettons, *Rassembler pour les échéances électorales de 2022*, vise à maintenir pour notre mouvement cet axe de reconstruction d'une gauche et d'une écologie de lutte appuyée sur le pluralisme et le collectif d'action. Il en va tout à la fois de l'enjeu de 2022 (battre la droite et l'extrême-droite) mais aussi de l'après 2022 : une alternative visant une nouvelle synthèse du meilleur de toutes les traditions. C'est le fondement d'ENSEMBLE !

Bernard Couturier (33), Robert Hirsch (44), Jean-Claude Mamet (94), Roland Mérieux (75), Cécile Silhouette (75), Francis Sitel (75), Stéphanie Treillet (77)

8 – Avec la motion 4 : des points d'accord essentiels

Cela n'étonnera personne : nous partageons de nombreux points d'accord avec le texte de la motion 4. En effet, nous militons pour le même objectif, à partir de constats partagés :

- une situation « *grave* » avec le « *risque réel de défaite historique en 2022* ». Oui l'enjeu est « *vital* ».
- ENSEMBLE ! doit s'engager et ne doit « *pas attendre* ».
- ENSEMBLE ! doit appeler au sursaut face à la « *logique suicidaire* » des directions politiques qui avancent en « *ordre dispersé* », comme le dit Alain Coulombel de EELV. Plusieurs d'entre nous côtoient Alain dans le mouvement 2022 (*vraiment*) *en commun* : il a signé avec Clémentine Autain (et bien d'autres, y compris d'ENSEMBLE INSOU MIS) l'Appel des 1000 du 1^{er} octobre 2020.
- Accord aussi sur le constat que LFI avait un « *potentiel immense* » en 2017. Mais elle a refusé dès les législatives de le mettre au service d'une cause commune construite collectivement, avec une méthode ouverte, un refus de l'hégémonisme et du leadership autoproclamé. Et donc un pluralisme rassemblant « *le meilleur* » des acquis du mouvement ouvrier et des forces de gauche et écologistes (projet qui est à la base de la fondation d'ENSEMBLE ! en 2013).

Alors, une fois ces constats communs rappelés, sur quoi y a-t-il débat à éclaircir ?

Serait-ce que la motion 2 fait des « *incantations* » à l'unité ? Ce serait vrai si nous proposons une simple entente de sommet, un cartel, une addition de sigles. Ce n'est pas du tout le cas. Nous proposons (notamment en agissant dans 2022 *vraiment en commun*, ou encore en rappelant la méthode inclusive du Big Bang si elle avait été poussée jusqu'au bout, ou d'autres expériences observées aux municipales de 2020) un rassemblement citoyen et politique, avec des initiatives populaires, locales et nationales, visant l'immense potentiel des personnes, encartées ou non, écoeurées par le quinquennat Hollande transmuté en Macron, qui songent à ne plus rien faire, ou disent ne « *voter pour personne si cela continue* ». Certaines agissent dans les luttes mais aspireraient à voir que leur combat, hautement politique, devienne une force nationale, une « *alternative écologique et sociale* », dont ils et elles pourraient être les actrices et acteurs. Donc pas d'incantation, mais construction collective pour 2022, mais aussi pour la suite.

Serait-ce que la motion 2 se situe dans le « *tout sauf Mélenchon* » ? Non. Comme les camarades motion 4 le disent : on peut élaborer une plate-forme intégrant les apports d'autres expériences ou mouvements. Si une dynamique commune existait, avec un contrôle populaire actif, elle ne produirait pas de l'eau tiède. La FI y aurait sa place, et le résultat serait meilleur que les 10 points du « *socle commun* » actuel. Mais la FI le veut-elle ? La motion 4 le rappelle : en 2017, Mélenchon et la FI avaient la capacité de rassembler. Mais à condition de ne pas imposer le ralliement pur et simple, surtout quand celui-ci ne fait aucune place au débat démocratique. Rejoindre une initiative proposée par d'autres est possible quand on y respecte, pas quand elle fonctionne sur le mode du *leader* qui a tout résolu. Le refus des méthodes verticales et autoritaires est indispensable si on vise l'émancipation collective.

Et la Primaire Populaire alors ?

La Primaire populaire peut être l'aboutissement du rassemblement.

Mais si on vise un rassemblement, il ne faut pas confondre un procédé particulier avec une méthode générale basée sur l'ancrage de terrain et l'auto-organisation.

Certes, en positif, rappelons que ce procédé de « *primaire populaire* » se ferait au « *jugement majoritaire* », aboutissant à une équipe, et non à l'élimination (comme dans les primaires « classiques »). Mais les organisateurs de la Primaire Populaire ont tout centré sur celle-ci, un peu comme si on misait sur une candidature miraculeuse qui d'un seul coup résoudrait tous les problèmes. La motion 4 nous enjoint d'ailleurs de tout miser sur cette primaire.

Les camarades parlent d'un processus « *quantifiable* ». Certes. Mais l'action politique ne peut pas être réduite à un seul moyen d'action. Il faut susciter, encourager le débat politique collectif, l'enracinement territorial (pensons aux législatives !). Si le nombre de signatures n'est pas à ce jour aussi élevé qu'espéré, c'est que le travail politique nécessaire est bien plus complexe qu'une pétition.

Par ailleurs, quand on utilise une seule méthode, le verticalisme de la technique numérique n'est pas loin non plus. Nous le savons aussi ! Signez et faites signer : est-ce suffisant ? Non. Ce procédé peut être un aboutissement- et il faut donc le préparer- mais il ne peut être le seul moyen.

Oui, « *rien n'est joué* » pour 2022, dit la motion 4. La situation est très inquiétante, mais des tournants sont encore possibles.

Pour le débat d'ENSEMBLE !, la proximité de nos deux motions est plutôt une bonne nouvelle. Elle augure de possibles convergences.

Marie-Claude Herboux, Robert Hirsch, Jean-Claude Mamet, Roland Mérieux

9 - Une autre voie ! Pour une vraie « Res publica »

Certains disent (Motion 3) « **La Présidentielle et les législatives ne sont qu'une étape dans un mouvement de recomposition** ». Certes ces élections sont une étape, mais une étape dans le temps, pas une étape vers une recomposition politique efficace et qui aurait du sens.

Une recomposition politique ne peut être effective sinon utile que si on s'entend collectivement sur d'autres manières d'agir, de penser et d'organiser la société où l'on vit, et ce, avec l'ensemble de la population, bien au-delà des seules formations partisans. Les élections, elles, cristallisent au contraire cette recherche d'émancipation sur, un jour, une personne, un programme, ce qui est en opposition totale avec le temps long nécessaire à n'importe quelle sorte de transformation/recomposition.

Pour aboutir à une recomposition politique porteuse d'avenir, impliquant donc, une majorité de citoyen·nes dont certain·es non encore politisé·es, il faut commencer par pervertir l'ordre établi. Or, comment y parvenir si on se glisse dans ses oripeaux ?

C'est pourquoi je pense que notre mouvement E ! devrait se saisir de cette élection présidentielle pour en dénoncer, tant son caractère anti-démocratique que le danger bonapartiste (voire fasciste) qu'elle engendre et vers lequel elle dérive, de manière flagrante depuis au moins 1981 et encore plus depuis la modification constitutionnelle qui place les législatives juste après la présidentielle.

Comment peut-on faire semblant de croire qu'une seule personne représente les citoyens dans la totalité de leurs différences, comment peut-on laisser à une seule personne tant de pouvoir et donc d'autorité alors qu'on s'énorgueillit d'être républicain·e ?

Choisir de participer à l'élection présidentielle sans en dénoncer la nocivité intrinsèque est carrément irresponsable, voire lâche.

Les propositions de la Primaire Populaire vont dans le sens d'une remise en cause de la nature même de cette candidature qui tient uniquement de la compétition et de la personnalisation, portant en elle le conflit plutôt que le souci du bien vivre-ensemble. C'est un premier pas non négligeable qu'E ! pourrait emprunter, **et si cette PP n'aboutit pas, si aucune autre union de gauche radicale n'est possible par ce chemin-là, il faudra mener campagne contre la constitution de la Vème République qui confisque pratiquement tous les pouvoirs aux citoyen·nes et à leur élu·es.**

Profitons de cette échéance majeure dans la vie politique des français·es pour remettre en cause l'ensemble du système car changer de Président·e, ne résoudra rien, sur le fond. Par contre discuter des errements de notre république en tous domaines, affûter les arguments et ensemercer les esprits de propositions solidaires en terme d'économie, de démocratie, de justice, d'égalité, de féminisme, d'altermondialisme... amèneraient sans nul doute une prise de conscience du plus grand nombre . Renverser l'ensemble des institutions qui régit notre république apparaîtrait alors comme incontournable. Ce serait le travail d'une prochaine assemblée élue : Constituante pour une 6^{ème} république, sociale, solidaire, écologiste et féministe .

Faute de candidatures de rassemblement, et pour rester fidèle à ses fondamentaux **E ! doit donc participer à la présidentielle, non pas en la boycottant tricto sensus, mais en choisissant de mener tout simplement une campagne populaire de désintoxication.** Une manière d'ouvrir les yeux aux jeunes et aux citoyen·nes des quartiers populaires qui ont, paraît-il, un vrai engouement pour cette élection, afin de les en détourner objectivement...

Bernadette Bouchard (06)

10 - Contribution sur la consultation : il faut voter des propositions, pas des motions de courants

Ensemble ! Région Stéphanoise

Nous avons reçu les motions soumises au vote et nous pensons que cette consultation ne se déroule pas selon des modalités démocratiquement satisfaisantes.

La contribution de Jean-Jacques Boislaroussie suffit à le montrer. Elle propose notamment concernant la présidentielle un appel à voter Mélenchon sans engager nationalement notre mouvement dans la FI ou l'Union populaire, mais une campagne garantissant l'indépendance de proposition et d'action d'Ensemble ! Cette orientation n'est pas sortie du chapeau, elle avait été proposée il y a quelques semaines déjà par le même (mail du 16 septembre à la liste CN) . Mais elle n'est pas dans le processus de vote à ce jour. Il nous semble que l'exécutif de notre mouvement aurait dû s'inquiéter d'une manière ou d'une autre que les grandes options soient toutes représentées.

Plus profondément, la consultation ressemble aujourd'hui davantage à l'élection d'une direction d'une organisation qui fonctionnerait en tendances qu'à un processus de décision concernant une séquence électorale. Nous nous retrouvons à devoir nous prononcer sur des blocs de positions qui ne sont pas nécessairement solidaires les unes avec les autres. Il serait bien plus efficace, démocratique et représentatif de soumettre au vote chaque proposition de position indépendamment les unes des autres, selon des formulations consensuelles. Par exemple :

1. Ensemble ! mène campagne pour le boycott de l'élection présidentielle
2. Ensemble ! mène campagne dans le cadre de l'élection présidentielle pour la participation au vote, pour que le danger mortel de l'extrême droite soit combattu et pour que la droite (LREM, LR...) soit battue et pour l'élection d'un·e candidat·e de gauche écologiste et sociale lors de l'élection présidentielle 2022
3. Ensemble ! poursuit les efforts pour une candidature commune de la gauche de transformation sociale et écologique à l'élection présidentielle, sur la base des politiques de ruptures avec les politiques libérales
4. Ensemble ! appelle à voter Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle 2022
5. Ensemble ! mène campagne pour le vote Mélenchon à l'élection présidentielle 2022
6. Ensemble ! participe aux cadres nationaux de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, dans le cadre de l'Union populaire
7. Ensemble! mènera sa propre campagne sur la base de ses orientations propres
8. Dans une campagne qui s'annonce incertaine, Ensemble ! discutera et ajustera éventuellement ses orientations à partir d'une consultation des adhérent·e·s à plusieurs reprises
9. Ensemble ! soutient la démarche de la Primaire populaire
10. etc.

Nous ne prétendons pas avoir listé l'ensemble des propositions qui devraient être soumises et seul un exécutif national pluraliste (ou un groupe ad hoc) peut établir une telle liste de manière à intégrer l'ensemble des propositions.

Nous avons des positions diverses, certain·e·s d'entre nous souhaiteraient voter pour les propositions 2, 3, 4, 5, 7 et 8, sans se retrouver dans l'opposition entre la 3 et la 4, et sans devoir voter la 6 en même temps que la 4.

Certain·e·s d'entre nous voteront pour la motion qui leur correspond le mieux ou le moins mal, d'autres voteront contre l'ensemble des motions actuellement proposées, alors qu'ils ne veulent pas du tout une paralysie ou une absence de prises de positions ou d'engagement de notre mouvement.

Seul un vote séparé des différentes propositions permet de dégager des majorités d'idées ou d'orientation, loin de la compétition entre courants qu'il nous semble voir se reproduire ici (alors qu'ils ne sont pas en réalité homogènes et que cela produit des blocs artificiels).

Ensemble! région stéphanoise, le 11 octobre 2021

11 - À propos de nos choix politiques (pour 2022 et au-delà)...

Une réponse au texte de Samy

Samy à l'ouïe fine est à l'écoute des "*non dits*" et des "*sous-entendus*" des positions en présence. À l'exception de celle qu'il défend.

La proposition de boycott de la motion n°1 s'appuie sur une appréciation du potentiel de contestation sociale (qu'on peut penser excessive), c'est explicite et tout à fait audible.

De même la motion n°4 se réfère à celle du potentiel de la Primaire populaire (qu'on peut aussi juger exagérée), c'est tout autant explicite et audible.

Le problème est ailleurs : y a-t-il du non dit dans la motion n°2 ?

N'y en a-t-il pas dans la motion n°3 ?

Samy discerne dans la motion n°2 une indistinction entre gauche social-libérale et gauche radicale. Et de nous rappeler, une fois de plus, la thèse des "*deux gauches irréconciliables*". Seulement deux ? Les sujets ne manquent pas sur lesquels il n'y a pas de conciliation possible entre deux gauches, voire trois ou quatre... Il en est un, en effet décisif, qui sépare collaboration de classe et indépendance

de classe, accommodement et rupture (autrefois réforme et révolution)... Pourtant les lignes de partage n'empruntent pas toujours les mêmes chemins, ce qui permet l'espoir et la volonté de les faire bouger...

Si l'enjeu est purement électoral, et se définit par l'objectif que ce candidat-ci dépasse en voix ce candidat-là, reste à apporter une précision. Est-ce parce que celui-là défend des positions plus justes que ceux-ci, voire représente un danger moindre ? Ou est-ce parce qu'il incarne "*notre gauche*" face à l'autre gauche ou les autres gauches ? Dans ce dernier cas l'enjeu n'est plus seulement électoral...

Sur ce point n'y aurait-il pas un "non dit" de la motion n°3 ? Le soutien à Mélenchon est-il motivé parce qu'il défendrait des positions plus justes que les autres (dans ce cas il faut regarder de près, convaincre, et préparer un appel au vote préférentiel) ? Ou parce qu'il incarnerait "*notre gauche*" face aux autres ? Ce qui justifierait un engagement plein et entier dans sa campagne, comme le propose la motion n°3. Mais là il sera difficile de s'accorder...

En revanche il est possible de rassurer Samy sur le fait que le soutien à la motion n°2 n'implique en rien un oubli ou une relativisation de l'opposition à la gauche de collaboration de classes (ni *a fortiori* une inclination à rallier celle-ci).

La vraie discussion à avoir entre nous porte non sur les pensées cachées des uns et des autres - somme toute chacun dit ce qu'il dit, et c'est heureux -, mais bien sur comment nous analysons la situation.

Notre combat prioritaire (politique, et pas uniquement électoral, de long terme et pas seulement conjoncturel) doit-il être de nous associer à qui milite en vue de permettre à la gauche radicale (admettons par hypothèse que c'est celle-ci qu'incarne JLM) d'être en position de force par rapport aux autres gauches ? Ou serait-il de s'adresser à toutes celles et tous ceux qui désespèrent de voir *la gauche* en l'état où elle se présente (affaiblie, divisée, cultivant non dits et sous entendus...) ? Oui, *la gauche*... Un singulier certes problématique, mais qui ne veut pas dire qu'il rend sourd, aveugle et amnésique. Mais qui renvoie à une donnée significative : lorsque les gauches tout compris sont à moins de 25% de l'électorat, les extrêmes droites à plus de 30%, le reste allant aux droites (LREM et LR)...

Ce n'est pas seulement la gauche radicale, mais bien toute la gauche qui est en grave péril !

Comme souvent c'est la menace qui indique le point d'appui à partir duquel agir. L'heure est non pas à participer à la concurrence au sein des gauches (au nom des "*deux gauches irréconciliables*"), mais de remobiliser au nom d'un objectif : une gauche rassemblée sur des bases répondant aux intérêts populaires.

Ce pourquoi les mêmes qui déclarent l'unité impossible pour la présidentielle la déclarent envisageable, voire impérative pour les législatives.

Bien sûr, on ne le sait que trop, l'unité est un drapeau qu'on peut agiter pour cacher d'inavouables motivations. Une ruse pas trop difficile à déjouer. Mais se féliciter de la division pour se convaincre qu'on est radical ne saurait mener à grand chose.

Sur le champ électoral des compromis sont souvent possibles, parfois nécessaires. Quant à l'élan politique pour imposer le changement, il doit venir d'abord du terrain social et de celui des idées, avant d'éventuelles expressions électorales. Telle doit être l'ambition d'une force politique radicale.

Armand Creus (69) et Francis Sitel